

# En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 170, 3 décembre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

## Attractivité

### • Tableau de bord de l'attractivité de la France. 6<sup>ème</sup> édition.

Business France, en collaboration avec la Direction générale du Trésor et le Commissariat général à l'égalité des territoires. Novembre 2015. 12 p. @

En rassemblant un vaste ensemble de données économiques relatives aux indicateurs et déterminants de l'attractivité, ce tableau de bord vise à établir un diagnostic de l'attractivité du site France. L'objectif est notamment d'évaluer et suivre le positionnement de la France dans un panel de pays de l'OCDE en matière d'attractivité pour les investissements étrangers.

## Cohésion et action sociale

### • Construction institutionnelle de l'invisibilité sociale : compte-rendu et analyse de 14 entretiens avec des décideurs politiques.

Etude réalisée à la demande de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes).

Cabinet Apex ; M. Cervera ; R. Hourcade. Septembre 2015. 67 p. @

L'objectif affiché est de comprendre "les mécanismes qui contribuent à construire l'invisibilité sociale" et de mieux identifier les réalités que ce phénomène recouvre". L'étude s'efforce d'identifier les principaux publics "invisibles" dans le discours des élus. Elle recense également des initiatives locales "d'aller vers", tout particulièrement dans les petites communes.

### • Les centres sociaux. Enquête 2015 (Données 2013).

CNAF ; Fédération des centres sociaux de France ; novembre 2015. 20 p. @

L'Observatoire dresse le « portrait-type » d'un centre social : installé en zone urbaine, il s'implique dans la politique de la ville (quand en milieu rural il intervient plutôt à l'échelle intercommunale), travaille en partenariat et héberge, en moyenne, dans ses murs 11 associations. Ses projets touchent notamment à la lutte contre l'exclusion, l'accès à la culture et à l'intégration.

## Collectivités territoriales-Décentralisation

### • Des régions françaises bientôt européennes ?

Fondation Jean Jaurès. Pierre Karleskind.

Note, n° 8, 23 novembre 2015. 7 p. @

À l'approche des élections régionales de décembre, l'auteur pose la question de la nécessaire insertion des régions françaises au niveau européen et des compétences qui leur sont dévolues. La réforme territoriale leur donnera-t-elle la dimension européenne indispensable à leur puissance ?

### • Déconcentration et décentralisation : la fin de l'Histoire ?

Bernard Nicolaieff.

Pouvoirs locaux, n° 106, octobre-novembre 2015. pp. 33-37.

### Développement local et emploi productif : un monopole des métropoles ?

Gilles Poupard.

Population & Avenir, n° 725, nov.-déc. 2015. pp. 4-8.

Quelle part effective prennent les métropoles dans les créations d'emplois et le développement économique en France ?

La mise en perspective historique de la notion de déconcentration permet d'appréhender sous un prisme renouvelé la nature de ses relations avec la décentralisation d'aujourd'hui. Cette construction duale, jugée naturelle et nécessaire depuis les lois de 1982, laisse apparaître quelques fissures qui permettent de s'interroger sur la pertinence du compromis territorial français.

[En prêt à la documentation](#)

### • Simplification : l'art d'aller à l'essentiel.

J. Fialaire ; B. Faure ; V. Aubelle ; et al.

Pouvoirs locaux, n° 106, octobre-novembre 2015. pp. 40-75.

Au sommaire : Les nouvelles compétences locales à l'issue de la loi NOTRE : quelle simplification ? / La commune nouvelle : esquisse d'une simplification qui ne soit pas simpliste / Système de santé : faire vivre la simplification par les territoires / Simplifier par l'expérimentation / L'indispensable réforme du droit du travail / La simplification de l'impôt et l'analyse économique... [En prêt à la documentation](#)

## Développement durable

### • Climat et entreprises. Sept propositions pour faire de la COP21 le jalon de la lutte contre le dérèglement climatique.

Institut Montaigne ; novembre 2015. 57 p. @

L'Institut Montaigne a souhaité faire le point sur la mobilisation des entreprises françaises en faveur du climat et sur les attentes qu'elles placent dans cette conférence. Il s'agit d'identifier en conséquence les interactions à nouer entre elles et la sphère publique afin que l'engagement français, européen et mondial face aux émissions de gaz à effet de serre prenne tout son sens.

### • COP 21 : sauver les négociations ou sauver le climat ?

Terra Nova ; A. Frémeaux ; E. Faure ; A. Guillou.

Note, 17 novembre 2015. 19 p. @

Face aux enjeux de la COP21, Terra Nova effectue des propositions, tant sur les principes qui devraient figurer dans l'accord pour que celui-ci constitue un socle futur solide, que sur les outils et mesures qui pourraient être mis en place par la suite.

### • Stratégie nationale bas-carbone.

Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie ; novembre 2015.

Par la loi de transition énergétique pour la croissance verte, la France s'est engagée à réduire les émissions de GES de 40 % entre 1990 et 2030 et à diviser par quatre ses émissions de GES entre 1990 et 2050. Pour atteindre ces nouvelles ambitions, la loi instaure des outils de mise en œuvre de l'économie bas-carbone : la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et les « budgets carbone ».

[Lire la Stratégie nationale bas-carbone \(SNBC\), la brochure et le dossier de présentation, le communiqué de presse : @](#)

### • L'Agenda positif des Régions de France. S'engager, coopérer, gagner ensemble contre le changement climatique.

Association des Régions de France (ARF) ; nov. 2015. 52 p. @

Au fil de la semaine...

Ce manifeste rédigé, sous l'égide de l'ARF, exprime les attentes des régions en matière de politique énergie et climat. Il réaffirme le rôle clé des régions dans la lutte contre le changement climatique.

## Développement économique-Insertion

### • L'insertion par l'activité économique. Modes de recrutement et capacités d'action des structures.

*Darès analyses*, n° 85, novembre 2015. 10 p. @

Ateliers et chantiers d'insertion et entreprises d'insertion recourent le plus souvent à Pôle emploi ou au service social du Conseil général pour recruter leurs salariés. Les trois quarts des responsables de structures de l'insertion par l'activité économique estiment, quant à eux, pouvoir choisir la personne qu'ils recrutent. Synthèse sur ce sujet au travers des résultats de l'enquête *IAE employeurs 2012*.

### • Rapport d'information fait au nom de la commission des finances sur les Ecoles de la deuxième chance.

François Patriat ; Jean-Claude Requier.  
Sénat. Novembre 2015. 53 p. @

S'appuyant sur une maquette pédagogique originale fondée sur la remise à niveau des savoirs fondamentaux et la multiplication des stages, les Écoles de la deuxième chance permettent à des jeunes, rencontrant la plupart du temps d'importantes difficultés scolaires et sociales, de définir un projet professionnel adapté à leur profil et à leurs aspirations. Avec un taux de sortie positive de près de 60%, ce dispositif a fait les preuves de son efficacité. À la suite de leur mission de contrôle budgétaire, les auteurs proposent d'encourager le développement de ce dispositif.

### • Les chiffres-clés de l'économie sociale et solidaire en France. Edition 2015.

Conseil national des chambres régionales de l'économie solidaire (CNCRES). Novembre 2015. 16 p. @

La quatrième édition du Panorama de l'économie sociale et solidaire présente les dernières données et chiffres disponibles sur l'ESS. Avec ses 2 370 000 salariés travaillant dans plus de 221 000 établissements, l'ESS affiche un dynamisme affirmé et de nombreuses opportunités de développement. Cette édition 2015, en plus d'apporter un éclairage synthétique sur les spécificités et les évolutions du champ, aborde la question des métiers et des salaires, de la qualité de vie au travail et de l'ancrage territorial de l'ESS.

## Education

### • Regards sur l'éducation 2014. Les indicateurs de l'OCDE.

OCDE ; novembre 2015. 594 p. @

Ce rapport fournit des données sur les résultats des établissements d'enseignement, l'impact de l'apprentissage dans les différents pays, les ressources financières et humaines investies dans l'éducation, et l'environnement d'apprentissage et l'organisation scolaire. Cette édition 2015 présente des analyses plus détaillées sur la participation à l'éducation de la petite enfance et à l'enseignement tertiaire, mais aussi sur la mobilité éducative et sociale des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire de la première génération, les débouchés des nouveaux diplômés sur le marché du travail, et la participation aux activités formelles et/ou non formelles de formation financées par les employeurs.

## Egalité-Inégalité

### • Inégalités : où en sont les régions ?

Observatoire des inégalités. 24 novembre 2015. @

Pour l'essentiel, les écarts qui existent entre les régions sont liés à la composition sociale et au tissu économique du territoire. Un portrait des régions françaises proposé par l'Observatoire des inégalités.

## Gouvernance

### • Le programme d'investissements d'avenir : une démarche exceptionnelle, des dérives à corriger. Rapport public thématique.

Cour des comptes. Décembre 2015. 187 p. @

Le programme d'investissements d'avenir (PIA) met en oeuvre le rapport « *Investir pour l'avenir : priorités stratégiques d'investissement et emprunt national* », remis en 2009 au Président de la République. Il a été doté à cette fin de 35 Md€, inscrits dans la loi de finances rectificative du 9 mars 2010. La pérennisation de cette démarche, avec un second PIA en 2014 (PIA2) et l'annonce d'un troisième (PIA3), impose aujourd'hui le retour au droit commun en matière de gestion budgétaire et financière.

## Grand Paris

### • Les passagers du Grand Paris Express.

*Urbanisme*, n° 53 Hors-série, novembre 2015. 74 p. @

Ce numéro a pour ambition de rendre compte des débats et questions posées par ce chantier hors-norme et d'esquisser la transformation qu'induit ce métro dans la représentation du Grand Paris dont il sera l'une des toutes premières concrétisations.

*En prêt à la Documentation*

## Mobilité

### • La mobilité géographique : ressource ou fragilité pour l'emploi ?

Centre d'études pour l'emploi ; Thomas Sigaud.

*Connaissance de l'emploi*, n° 125, novembre 2015. @

Les chiffres incitent à la prudence quant aux effets de la mobilité géographique sur le chômage et l'emploi. Sur quatre décennies étudiées (1970-2012), les chances de retour à l'emploi des chômeurs ayant changé de département sont de plus en plus proches de celles des actifs qui n'ont pas bougé. En outre, le chiffre global masque des disparités importantes. En 2012, pour les cadres, la mobilité géographique accroît la probabilité de retrouver un emploi. À l'inverse, les chômeurs les moins qualifiés qui sont mobiles ont deux fois moins de chances de retrouver un emploi que ceux qui n'ont pas bougé. Les actifs occupés qui changent de département de résidence ont, eux, un risque comparatif de plus en plus élevé de perdre leur emploi que les autres, avec une incidence aujourd'hui comparable quelle que soit leur qualification.

## Numérique

### • Couverture numérique des territoires : veiller au respect des engagements pour éviter de nouvelles désillusions.

Sénat ; H. Maurey ; P. Chaize.

*Rapport d'information*, n° 193, 25 novembre 2015. 228 p. @

La couverture de nos territoires par les différents réseaux de communications électroniques reste inachevée à la fin de l'année 2015. En matière de très haut débit, l'objectif du Gouvernement d'une couverture à cent pour cent de la population à l'horizon 2022 ne sera pas atteint. Par ailleurs, des fractures inacceptables demeurent en matière de haut débit fixe et de téléphonie mobile. Le rapport formule dix-sept recommandations pour faire enfin du numérique un outil d'aménagement du territoire, et non une source d'inégalités supplémentaires.

## Réforme territoriale

### • Le nouveau puzzle des régions de France.

Jérôme Cordelier

*Etudes*, n° 12, 12/2015. pp. 31-40.

La réforme des régions, décidée unilatéralement à partir de Paris, et les violents débats qu'elle a suscités, ne doivent pas cacher le fait que la décentralisation est en marche. Elle dessine une nouvelle carte de la France. Le débat reste ouvert au sujet de l'articulation entre les métropoles et les autres territoires. Va-t-on vers une France à deux vitesses ?

## Santé

### • Atlas régionaux de la démographie médicale.

Conseil national de l'Ordre des médecins ; novembre 2015. @

Ces atlas permettent de recenser la démographie médicale au niveau régional, départemental, et jusqu'au bassin de vie, et d'anticiper ainsi les éventuels besoins. Parce que l'analyse des données fait apparaître de fortes disparités entre les territoires, l'Ordre propose de nouveaux critères permettant de corréliser la population des médecins à la structure de la population générale, en s'appuyant sur plusieurs indicateurs sociodémographiques (variation de la population générale, âge moyen, catégories socio-professionnelles, etc.)

*Rappel de l'atlas national paru en juin 2015 : @*

### • « Pacte territoire santé 2 ». Dossier de presse.

Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ; novembre 2015. 15 p. @

Le « Pacte territoire santé 2 » propose des mesures inédites adaptées aux besoins des médecins, mais aussi l'amplification des actions qui ont fait le succès du premier volet, présenté en 2012. Deux axes principaux : pérenniser et amplifier les actions menées depuis le Pacte territoire santé 1 (favoriser le travail en équipe notamment dans les territoires ruraux et périurbains, faciliter l'installation des jeunes médecins dans les territoires fragiles) mais aussi innover pour s'adapter aux besoins des professionnels et des territoires (favoriser l'accès à la télémédecine...).

## Urbain

### • Villes d'aujourd'hui, métropoles de demain.

Cabinet PwC ; novembre 2015. 46 p. @

Cette étude repose sur l'analyse de soixante indicateurs répartis en trois thèmes : potentiel et connexion au monde, qualité et cadre de vie, capital économique. Cette analyse permet de classer les villes en regard de leur potentiel d'avenir.

### • Durable mais inégalitaire : la ville.

Yves Raibaud.

*Travail, genre et sociétés*, n° 33, 2015/1. pp. 29-47.

### • Penser la métropole avec le genre.

Sophie Louargant.

*Travail, genre et sociétés*, n° 33 2015/1. pp. 49- 66.

Ces deux articles s'intéressent à la question du genre dans la ville. Malgré les politiques d'action locale en faveur de l'égalité homme-femme, la ville offre des espaces et un usage de ces espaces, très différenciés selon le sexe.

## Union européenne

### • La coopération territoriale en Europe. Une perspective historique.

Commission européenne. B. Wassenberg ; B. Reitel, en coopération avec J. Peyrony et J. Rubio. 2015. 170 p. @

Cet ouvrage poursuit principalement deux objectifs. Premièrement, il cherche à fournir une clé de compréhension pour appréhender la complexité, la richesse et la diversité de l'ensemble des coopérations territoriales en Europe, et pour illustrer leur rôle dans le processus d'intégration européenne. Deuxièmement, l'ouvrage s'intègre dans un projet plus large d'élaboration d'un dictionnaire critique sur la coopération transfrontalière en Europe.

### • La population de l'UE. Un aperçu d'une richesse sans précédent.

Eurostat.

Communiqué de presse, n° 208, 27 novembre. 2015. 7 p. @

L'évolution démographique, tout comme les phénomènes migratoires, la mondialisation et le changement climatique, est considérée comme l'un des défis les plus importants auxquels l'Union européenne (UE) doit actuellement faire face. Au cours des dernières décennies, le profil de la population de l'UE a changé, en partie en raison du vieillissement de la société, de l'évolution des

modèles de composition et de structure de la famille ainsi que de la modification de la répartition des rôles entre hommes et femmes.

## Actualité législative et parlementaire

• Décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone. @

• Ordonnance n° 2015-1540 du 26 novembre 2015 relative aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat. @

+ Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2015-1540. @

• Décret n° 2015-1539 du 26 novembre 2015 portant diverses dispositions pour l'adaptation des chambres d'agriculture à la réforme régionale. @

• Ordonnance n° 2015-1538 du 26 novembre 2015 relative à l'évolution des circonscriptions des chambres d'agriculture. @

+ Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2015-1538. @

• Décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence. @

**Sénat - Projet de loi de finances pour 2016 : @**

**Sélection d'avis et annexes :**

• **Rapport général fait au nom de la commission des finances.**

. Annexe 12 : Égalité des territoires et logement. @

. Annexe 22 : Politique des territoires. @

. Annexe 30 : Solidarité, insertion et égalité des chances. @

. Annexe 31 : Sport, jeunesse et vie associative. @

• **Commission des affaires économiques.**

. Avis n° 165 : Égalité des territoires et logement. @

. Avis n° 165 : Politique des territoires (Ville). @

• **Commission des affaires sociales.**

. Avis n° 167 Tome III : Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes. @

. Avis n° 167 Tome VII : Solidarité, insertion et égalité des chances. @

• **Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.**

. Avis n° 169 Tome VII : Politique des territoires. @

• **Commission de la culture, de l'éducation et de la communication.**

. Avis n° 168 Tome VI : Sport, jeunesse et vie associative. @

Focus  
Territoire

### Regroupements intercommunaux de la Métropole du Grand Paris et de l'agglomération parisienne au 1er janvier 2016.

Premiers éléments cartographiques.

Apur ; IAU-IdF ; Paris Métropole. 2015. 28 p. @



Ce document apporte de premiers éléments cartographiques sur les futures dynamiques territoriales induites par la refonte institutionnelle en Ile-de-France. Les différentes thématiques choisies visent à amorcer la réflexion : quels seront les grands équilibres territoriaux entre les regroupements intercommunaux ? Quelles seront les ressources des différents territoires, quels seront leurs atouts, leurs défis ? ...

## Outils

• **Liste des portails Open Data dans le monde.** @

OpenDataSoft propose en ligne une liste offrant un point d'accès unique vers 1 600 portails open data du monde entier, recensés par pays.

• **Rencontrez l'Europe : bibliothèque numérique.** @

*Toute l'Europe* a lancé avec le soutien de la Commission européenne une bibliothèque numérique qui recense les dernières publications éditées par les organismes de la société civile.